



Réflexions entre deux tours des législatives 2012

le premier tour a livré son verdict, probablement très décevant pour certains, mais plein d'enseignements pour la démocratie et le fonctionnement de nos institutions.

Au niveau local, comme au niveau national, les résultats du scrutin du 10 juin 2012 sont très intéressants :

- Nous observons le maintien de deux forces (PS et UMP), à droite et à gauche, qui s'équilibrent mais qui ne fédèrent pas un ensemble homogène de convictions. Au demeurant, les petites phrases ont pris le pas sur les programmes qui sont complètement marginalisés alors que la situation de notre nation est très inquiétante, notamment le

délitement du vivre ensemble.

- Sur les extrêmes, nous avons deux forces (FN, FdG) qui se combattent avec brutalité, parfois même dépassent les limites. Ceci est particulièrement inquiétant pour notre nation (Liberté, Egalité, Fraternité).
- Et on constate que les deux forces (MoDem, EELV) qui tentent, parfois avec candeur, de construire un avenir commun en fixant des objectifs ambitieux et en privilégiant une méthode consensuelle, sont quasiment exclues du débat par les électeurs. Au bilan, ces élections soulèvent plus de questions qu'elles ne contribuent à mettre notre pays sur la voie du progrès.

Comme le suggérait Bertolt Brecht, " Ne serait-il pas plus simple pour le gouvernement de dissoudre le peuple et d'en élire un autre ?". Ceci n'est bien sûr ni possible, ni souhaitable. Il faut donc essayer de comprendre les motivations des électeurs et tenter d'y répondre.

Concernant les deux principaux protagonistes, il est assez frappant d'observer à quel point leurs positions se neutralisent mutuellement, ce qui conduit les électeurs à les mettre en examen à chaque scrutin. A titre d'exemple :

- s'agissant de la Sécurité Intérieure, les remises en cause réciproques laissent les forces de sécurité complètement désorientées et les citoyens livrés à eux-mêmes devant l'augmentation de l'insécurité.
- concernant les Collectivités Territoriales, les connivences partisans accouchent de textes inapplicables au détriment direct des services collectifs de proximité.

Deux exemples parmi bien d'autres du caractère superficiel de cette partition purement formelle. Il s'agit surtout de se démarquer, de s'opposer pour créer une alternative artificielle. A ce triste constat, il faut ajouter le coût collectif de ces errances.

Je ne développerai pas les deux thématiques extrémistes tant les limitations de la Constitution en font de simples miroirs aux alouettes. Comment adhérer à leurs promesses utopiques alors que la réalité impose des choix contraires et contraints. La seule explication plausible est un phénomène de rejet d'électeurs en plein désarroi, au demeurant très compréhensible quand on observe le comportement des deux principaux partis de gouvernement à leur égard.

Et que dire du phénomène de marginalisation dont sont victimes les deux tenants de la réalité en politique. Ces deux partis ont en commun une analyse sans concessions des difficultés, une définition claire des objectifs pour l'homme et la planète, et l'expression d'une méthode rigoureuse pour les atteindre. A cet instant, me vient en tête la chanson de Guy Béart, "Celui-ci a dit la vérité, il doit être exécuté !".

Ce passage en revue des attentes des citoyens français, de nos compatriotes, est très inquiétant si on considère les enjeux de société auxquels la France est confrontée. Il souligne avec une extrême gravité ce point de rupture, cette déstructuration de la vie commune à laquelle nous devons faire face. Il va sans dire que l'alternance concurrentielle conduisant à une oscillation permanente, comme le pendule autour de la verticale, ou dans une impasse institutionnelle sans perspective d'amélioration de la situation des citoyens les plus fragiles, est un leurre. Il nous faut donc un regain du débat démocratique afin de ressouder les français autour de valeurs communes.